

Conseil d'administration de Nantes Université du vendredi 10 mars 2023
Compte rendu de la liste « Ensemble pour le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche »

Compte rendu par les élu-es de la liste « Ensemble... » : nous mentionnons uniquement les points qui nous semblent les plus importants. Pour plus de précisions : contactez-nous !

Informations de la présidente

- Démission de Jean Blaise, membre extérieur, représentant du monde culturel au conseil d'administration (CA), et de la vice-présidente (VP) étudiante. Le processus est lancé pour qu'il et elle soient remplacés.

- Un CA supplémentaire aura lieu le 14 avril : il portera sur la répartition des ressources au sein de l'établissement, et la définition de critères pour cette répartition.

- Le VP formations donne des informations sur la situation liée aux mobilisations sociales : « fin février, suite au premier blocus, la présidente a rencontré une délégation d'étudiants mobilisés. La présidente a pris la décision de demander aux collègues la « bienveillance » les jours de manifestation. Il est demandé aux collègues et composantes de ne pas organiser de contrôle continu, d'examen, ni de contrôle de la présence.

Lorsque les bâtiments sont bloqués, on propose aux enseignants d'avoir recours au distanciel autant que de besoin pour faire cours. Cette disposition a fait débat. En février, on était avant le mois de mars qui est essentiel dans le semestre. On ne peut pas se priver de ce mois de cours.

Une très large majorité d'étudiants réclament la poursuite de la formation. Il faut aussi éviter les confrontations entre étudiants. »

La présidente ajoute que la semaine s'est passée assez tranquillement, mais revient sur l'agression d'un personnel en février et condamne cet acte. *Ensemble intervient pour condamner également cette agression, mais pour souligner que rien ne permet de dire que l'agression est liée à la mobilisation ni qu'elle est le fait d'étudiants mobilisés, ce dont la présidente convient.*

Le représentant UNI s'insurge du fait que le blocage est le fait d'une minorité d'étudiants alors que la majorité veut travailler. L'UNI se félicite que l'université mette en place des cours à distance.

Certification des comptes

Présentation par les commissaires aux comptes de l'université, provenant de différents cabinets externes.

Le but est de vérifier que les comptes ne présentent pas d'anomalie et donnent une image fidèle des comptes de l'établissement. Résultat : certification sans réserve avec une observation sur les modalités de comptabilisation des fonds NEXT, pour lesquels il n'existe pas de texte comptable de référence de l'état.

Comptes 2022 (compte financier, comptes consolidés et affectation du résultat 2022)

Ce point est présenté par le 1^{er} VP.

Augmentation continue des emplois financés sur ressources propres (à la différence des emplois pérennes financés par l'état).

Des départs en retraite croissants aboutissent à une modération des salaires quand sont recrutés de plus jeunes collègues.

L'augmentation des dépenses de fluides est pour l'instant moindre que prévu, mais cela est dû à un décalage de facturation. Donc la hausse arrivera sur l'exercice 2023. Entre 1 mois et 1 trimestre de consommation en plus.

Le solde budgétaire 2022 est positif, +10,9 millions d'euros. Un solde déficitaire avait été prévu, mais ce fort décalage provient de reversements de crédits NEXT et de décalages de factures (reportées sur 2023).

Les points importants de l'exercice : non-compensation du point d'indice, augmentation du soutien de l'état (mais ponctuel), dépenses moindres que prévu (masse salariale et fluides), poids croissant de la charge d'amortissement réel.

Il y a clairement une dégradation de l'emploi titulaire.

La présidente a fait un point la semaine dernière avec la rectrice, mais elle ne peut pas nous donner d'éléments.

Vote pour à l'unanimité.

Adhésion à l'association Pays de la Loire Europe

Pour étudier l'intérêt et la faisabilité d'une représentation directe de Nantes université à Bruxelles (un bureau sur place), deux VP se sont rendus à Bruxelles récemment. 3 universités européennes ont un bureau à Bruxelles, dont l'AMU (Aix-Marseille université). Il en ressort qu'avoir un bureau à Bruxelles est un trop lourd investissement pour l'université. Finalement, la présidence choisit plutôt de s'appuyer sur le bureau de la représentation des Pays de la Loire à Bruxelles. Cela suppose une adhésion à l'association Pays de la Loire Europe.

Ensemble s'insurge contre le projet présenté. Les 13 membres actuels de l'association sont des collectivités territoriales : quelle est la place de l'université dans cette association ? Nous trouvons regrettable que l'université soit réduite à faire du lobbying, à Bruxelles ou ailleurs. Par ailleurs ; l'association a déjà pour but de défendre les intérêts des acteurs des Pays de la Loire, or l'université fait partie de ces acteurs. Nous n'avons rien à faire là-dedans, même si nous comprenons les enjeux.

Ensemble précise que selon elle, on peut défendre le « principe de réalité », mais on peut aussi défendre d'autres principes plus principiels... Le lobbying constitue une forme de dérive du service public. La présidente répond que si l'on n'y va pas, d'autres iront à notre place.

Vote : 1 abstention, 5 contre (Ensemble), le reste en pour.

Dispositif du congé d'innovation

Ce dispositif concerne les enseignants-chercheurs et des innovations issues de la recherche ; il permet l'octroi de décharge sur 6 mois ou un an, décharge qui peut aller jusqu'à un demi-service (96h). Le CSA a donné un avis favorable (5 pour et 5 abstentions), avis favorable à l'unanimité du CAC.

Quels remplacements de ces congés ? Le ministère attribue des heures de remplacement, pas des postes.

Approbation par le CA moins 1 abstention (Ensemble).

Programme CVEC 2023

La VP vie de campus présente le programme de l'utilisation de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) dans ses grandes lignes.

À une question, la VP répond que le pass numérique est entièrement consommé et que les demandes des étudiants ont toutes été satisfaites.

Ensemble renouvelle sa demande, plusieurs fois exprimée, d'avoir le détail de l'utilisation des fonds de la CVEC.

Les représentants étudiants interviennent pour alerter sur la précarité énergétique de nombreux étudiants et sur les difficultés liées au coût des transports en commun.

Vote pour à l'unanimité.

Campagne de promotion interne dans le corps des professeurs des universités (repyramidage)

9 promotions seront possibles en 2023 à Nantes au titre du repyramidage.

Cette année, la présidence a demandé à toutes et tous les MCF de signaler s'ils étaient habilités à diriger des recherches (HDR) pour ne pas oublier d'HDR (par exemple quand elles sont soutenues dans une autre université).

Ensemble remercie pour les informations détaillées qui permettent d'apprécier le choix des sections pour le repyramidage cette année (note : ce n'était pas le cas l'an dernier et nous l'avions réclamé). Nous soulignons également le fait que la campagne de l'an dernier a généré beaucoup de rancœur de la part des collègues non éligibles (hors section choisie), mais aussi de celles et ceux qui ont postulé sans être retenus. Enfin, nous nous étonnons que certaines sections n'aient qu'une seule personne éligible.

Vote pour moins une abstention.

Charte des contractuels BIATSS -mise à jour

Ensemble fait un certain nombre de remarques dans la suite des remarques faites au CSA de l'établissement. Nous sommes contre le recrutement en contrat de projet. Nous sommes également opposés au recrutement direct en CDI : si nous sommes pour la CDIisation des CDD déjà présents, et nous défendons les personnels qui le demandent, nous considérons que le recrutement sur des besoins durables pérennes doit se faire par concours sur des emplois de fonctionnaires.

De plus la grille de salaire des contractuels est particulièrement basse : catégories C et B sans expérience sont recrutés au niveau du SMIC. Il n'y a que 15 pts d'indice supplémentaires pour un catégorie A (soit 72 € bruts)

6 votes contre (Ensemble), le reste en pour.

Régime indemnitaire des personnels BIATSS

Actualisation de la liste des postes ouvrant droit à la NBI

Le CSA s'est abstenu sur ce point à l'unanimité.

7 abstentions, dont Ensemble.

Actualisation de la cotation des postes IFSE

7 votes contre (Ensemble et SNPTES), le reste en pour.

Ensemble rappelle son opposition au principe du RIFSEEP : la mise en place des groupes fait que des collègues qui changent de poste peuvent subir une diminution de leur prime, alors que leurs missions restent à un fort niveau de technicité.

Règlement intérieur des commissions prévention

1 abstention et 5 oppositions, le reste en pour.

Attribution de la subvention à l'association de gestion de la salle de spectacle de l'Université de Nantes (TU) pour l'année 2023

320 000 euros sont demandés à l'université, auxquels s'ajoutent d'autres formes de participation, dont un reversement de la CVEC, des subventions sur les bâtiments (aide au paiement des fluides), etc.

Enfin, 1 200 000 euros sont prévus pour la rénovation du TU dont la rénovation énergétique.

Vote pour à l'unanimité

Questions diverses

Ensemble a soumis une proposition de motion aux membres du CA.

« Le Conseil d'Administration de Nantes Université tient à affirmer sa préoccupation face au projet de réforme des retraites actuellement en cours de lecture au Sénat et soutient les mobilisations qui, depuis le 19 janvier, témoignent du très fort rejet de cette réforme par la population.

En cette semaine marquée par la Journée Internationale pour les Droits des Femmes, et alors que les femmes occupent toujours en majorité les emplois les plus précaires et les moins rémunérés, qu'elles subissent toujours un plafond de verre et des conditions de travail et de vie dégradées, il faut rappeler qu'elles seront plus nombreuses à travailler jusqu'à 67 ans pour ne pas subir de décote et que beaucoup partiront avec une pension incomplète.

Les étudiantes et étudiants en seront également les premières victimes : déjà précaires dès leur entrée à l'Université, en attente d'une réforme des bourses étudiantes à nouveau repoussée, ce sont bien elles et eux qui subiront le plus fortement le train de réformes actuelles, conduisant à un appauvrissement des catégories les plus fragiles.

À l'université, si cette réforme devait être appliquée, le recrutement de plus en plus tardif des jeunes et la précarité toujours plus grande des personnels conduiront à la paupérisation des futures retraitées.

Aussi le CA de Nantes Université s'associe aux demandes de retrait de cette réforme. »

Les élus de la liste NUD sont partagés sur le fait que le CA puisse voter ce type de motion sur un sujet qui ne concerne pas directement l'université. Un débat s'engage sur le fait que l'université puisse avoir des expressions politiques, puisqu'elle est au cœur de la cité, ou non.

Pour avancer, une reformulation de la dernière phrase est proposée : « le CA exprime sa vive préoccupation vis-à-vis des conséquences négatives du projet de réforme sur les carrières des personnels et sur les futures carrières des étudiantes et des étudiants ». *Ensemble accepte la réécriture, qui change très sensiblement le sens de la motion, mais qui permet peut-être de faire un accord plus large dans le CA.*

Des élus NUD réclament un vote préalable sur le principe de mettre au vote la motion.

Vote : 4 abstentions, 11 contre, 14 pour.

La motion est mise au vote :

« Le Conseil d'Administration de Nantes Université tient à affirmer sa préoccupation face au projet de réforme des retraites actuellement en cours de lecture au Sénat et soutient les mobilisations qui, depuis le 19 janvier, témoignent du très fort rejet de cette réforme par la population.

En cette semaine marquée par la Journée Internationale pour les Droits des Femmes, et alors que les femmes occupent toujours en majorité les emplois les plus précaires et les moins rémunérés, qu'elles subissent toujours un plafond de verre et des conditions de travail et de vie dégradées, il faut rappeler qu'elles seront plus nombreuses à travailler jusqu'à 67 ans pour ne pas subir de décote et que beaucoup partiront avec une pension incomplète.

Les étudiantes et étudiants en seront également les premières victimes : déjà précaires dès leur entrée à l'Université, en attente d'une réforme des bourses étudiantes à nouveau repoussée, ce sont bien elles et eux qui subiront le plus fortement le train de réformes actuelles, conduisant à un appauvrissement des catégories les plus fragiles.

À l'université, si cette réforme devait être appliquée, le recrutement de plus en plus tardif des jeunes et la précarité toujours plus grande des personnels conduiront à la paupérisation des futures retraitées.

Aussi le CA exprime sa vive préoccupation vis-à-vis des conséquences du projet de réforme sur les carrières des personnels et sur les futures carrières des étudiantes et des étudiants. »

Vote : 13 pour, 10 contre, 7 abstentions. La motion est adoptée.